

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Covid-19: L'UE ne reconnaît pas avoir octroyé une aide au Gabon

M.A.M.
Libreville/Gabon

L'AMBASSADEUR de l'Union européenne (UE) au Gabon, Rosaria Bento Païs, au cours d'une séance de travail, hier, à la Primature avec le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, qu'accompagnaient plusieurs membres de son gouvernement, a démenti le fait que l'UE aurait octroyé une aide au Gabon relative à la lutte contre le coronavirus. Mais confirmé par contre, l'aide de l'institution internationale dont les montants par pays restent encore à déterminer. Selon le diplomate, celle-ci serait destinée à la prévention et à la recherche sur ladite pandémie.

En clair, Rosaria Bento Païs est venue informer le gouvernement des démarches entreprises par son Institution dans la lutte

mondiale contre le Covid-19 et dont l'espace UE est devenu au fil des semaines l'épicentre de cette menace. En effet, a-t-elle fait savoir, l'UE a, depuis le 24 février dernier, octroyé au niveau mondial une enveloppe de l'ordre de 232 millions d'euros. Une partie de ce financement, soit 113,5 millions d'euros, précise-t-elle, ira à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), partenaire dans cette lutte contre le coronavirus. Le continent africain également touché par cette pandémie, a reçu 15 millions d'euros. Cette enveloppe dont le Gabon sera aussi bénéficiaire portera essentiellement sur la prévention, l'équipement des centres d'excellence destinés à la lutte contre le Covid-19 et autres attaques biologiques. Les 100 millions restants seront destinés à la recherche. Comme ses prédécesseurs, no-



Photo: DR

La question de l'éradication du Covid-19 évoquée à la Primature avec l'UE.

tamment les représentants de l'OMS, de la Bad, de la Banque mondiale, des Nations unies, reçus à leur tour mardi par le Premier ministre, la représen-

tante de l'UE s'est montrée satisfaite des mesures prises par le gouvernement afin de lutter efficacement contre la propagation du coronavirus. "Le Gabon

a bien fait sa prévention", a-t-elle indiqué avant d'inviter les populations au respect des mesures préventives prises par les autorités.

PRD : le dernier-né du paysage politique gabonais

W.M.
Libreville/Gabon

Le paysage politique gabonais vient de s'enrichir avec la naissance du Parti républicain et démocratique (PDR). Une formation politique qui veut jouer sa partition dans l'échiquier national. Le PDR a été porté sur les fonts baptismaux lors du congrès dit de la "fondation", tenu le 8 mars dernier à Ndendé, chef-lieu du département de la Dola dans la province de la Ngounié.

Dans son allocution de circonstance, le président du congrès, Ariel-Eloi Iwangou-Iwangou, élu par ailleurs président dudit parti politique, a remercié l'assistance : "Votre présence à ces assises est la preuve de notre intérêt commun à nous investir en politique pour contribuer, d'une certaine façon, à la marche du pays", a-t-il lancé.

Ledit congrès avait un caractère



Photo: DR

particulier, puisque consacré uniquement à la présentation officielle du PRD, qui entend œuvrer, peu ou prou, au renforcement de la démocratie pluraliste dans notre pays. "Le PRD, c'est notre volonté de nous arrimer à la vision des pouvoirs publics de répondre efficacement aux attentes et aux aspirations du peuple gabonais", a déclaré Ariel-Eloi Iwangou-Iwangou. Notons que le Parti républicain et démocratique se réclame de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Donc proche du pouvoir en place et de la vision politique du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

Le PSD prône un confinement général de 15 jours

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

L'ACTUELLE pandémie de Covid-19 est loin de laisser la classe politique insensible. En effet, plus un jour ne passe sans que les acteurs politiques gabonais n'effectuent des sorties pour inviter les populations à respecter les mesures barrières et faire montre de responsabilité et discipline. Occasion pour le président du Parti social-démocrate (PSD), par ailleurs ancien vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou de s'associer à la sensibilisation tous azimuts. Ce dernier, tout en saluant la réactivité des autorités gabonaises face au coronavirus, milite pour un durcissement du confinement.

"(...) Les administrations publiques et privées devraient observer un confinement total pendant 15 jours, en tenant ce-

pendant compte des nécessités de chaque entité ainsi interpellée par le gouvernement", a-t-il déclaré. Objectif : enrayer toute propagation du virus sur le sol gabonais. Proposition plausible au regard de l'incivisme manifeste de bon nombre de ses concitoyens. En effet, nombre de Gabonais violent allègrement les mesures édictées par le gouvernement, notamment la fermeture de bars et motels ainsi que l'interdiction des attroupements. Conséquent avec lui-même, Maganga Moussavou estime que : "Au niveau des ministères par exemple, les cabinets seront réduits à 5 personnes, les secrétariats généraux comme les directions générales non spécifiques, à 3 agents. S'agissant des services spécifiques comme le Budget, la Douane, les Impôts, le Trésor, etc., un service approprié doit y être maintenu pour éviter l'asphyxie de l'État".

Et d'ajouter : "Pendant ces 15



Photo: Aristide Moussavou

Le président du PSD prône un confinement général de 15 jours.

jours, le confinement doit s'accompagner de la fermeture totale des frontières et la réduction des déplacements d'une ville à une autre, à l'exclusion de tout déplacement lié aux approvisionnements aux fins d'éviter des pénuries". Des propositions certes drastiques, mais tout de même importantes, au regard de